

LA RÉINVENTION DES STRATÉGIES POLITIQUES DANS LE CONTEXTE SANITAIRE DE LA COVID-19 EN CÔTE D'IVOIRE : comparaison des postures politiques du PDCI-RDA et du RHDP

Franck-Éric AFIAN

Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire

afianeric@gmail.com

&

Irafiala TOURÉ

Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire

martinet20091@live.fr

Résumé : Avec une lucarne orientée vers deux grands partis du tableau politique ivoirien, à savoir le PDCI-RDA et le RHDP, cet article s'est donné pour objectif de comprendre l'influence de la COVID-19 sur le jeu politique dans la période préélectorale de l'année 2020. Pour ce faire, des travaux de collecte de données ont été réalisés à partir de la technique de recherche documentaire et de l'observation directe. Les données recueillies ont été analysées à la lumière de la théorie des jeux. Des analyses, il ressort que dans le contexte pandémique, les activités politiques du RHDP et du PDCI-RDA ont été marquées par des feintes d'unité, un recours massif aux dons, et des prises de positions sur le processus électoral, sous-tendus de part et d'autre par des logiques contrastées.

Mots clés : COVID-19 - parti politique - posture - stratégie - élection

Abstract : With a window oriented towards two major parties in the Ivorian political field, namely the PDCI-RDA and the RHDP, this article aims to understand the influence of the COVID-19 pandemic on the political activities in the pre-election period of year 2020. To do this, data collection was carried out using the documentary research technique and direct observation. The data collected was analyzed by means of game theory. From analyzes, it emerges that in the pandemic context, the political activities of the RHDP and the PDCI-RDA were marked by feints of unity, a massive recourse to donations, and positions taken on the electoral process, underpinned by contrasting logics on both sides.

Key words : COVID-19 - political party - posture - strategy - election

Introduction

Découvert en Chine en novembre 2019, le sras-cov 2, un nouveau coronavirus, s'est propagé en quelques mois seulement à l'échelle de la planète. L'Asie, l'Europe, l'Amérique, puis l'Afrique ont successivement vu se développer des foyers de contamination du fait des voyages intercontinentaux. Ce nouveau coronavirus s'est répandu à une vitesse telle que dès le 11 mars 2020, l'OMS rétrogradait l'épidémie de COVID-19 en pandémie (OMS, 2020). La forte contagiosité du virus et le nombre considérable de décès liés à la COVID-19 ont placé la maladie parmi les pandémies les plus graves de ces dernières décennies (OMS, 2021).

En Côte d'Ivoire, le premier cas de coronavirus fut détecté le 11 mars 2020. Trois semaines plus tard, le pays comptait plus d'une centaine de cas (Koné, 2020). Pour juguler la maladie à coronavirus, les autorités gouvernementales ont décrété plusieurs mesures dites de riposte. À côté des mesures comme la fermeture des écoles et des universités, des mesures restrictives comme le couvre-feu et l'isolement du district d'Abidjan ont été les plus drastiques. En dépit de toutes ces mesures, les semaines suivantes ont été marquées par une extension de la pandémie. La situation sanitaire déjà fébrile dans un pays en voie de développement comme la Côte d'Ivoire a fortement été détériorée. En plus de la santé, plusieurs secteurs non moins importants à l'instar de l'économie et de la politique ont été impactés par la pandémie (Zina, 2020).

Concernant le secteur politique, il convient de noter que l'année 2020 marquait une année décisive car abritant des élections présidentielles (Constitution Ivoirienne, 2016). L'effritement des alliances politiques, en l'occurrence le divorce entre le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI-RDA) et le Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP), avait provoqué une complexification du jeu électoral et un regain de rivalité politique dans le pays (Touré, 2019). Cependant, du fait de la pandémie de COVID-19 et des mesures de restriction subséquentes, l'activité politique a été bouleversée, même si elle n'a cessé d'être alimentée. En effet, en cette année électorale 2020, les partis politiques ivoiriens déjà enclins à une communication de masse, se sont dès les premiers instants de la pandémie, impliqués dans la gestion de la crise. Le parti au pouvoir le RHDP et son ex allié, érigé en principal opposant le

PDCI-RDA, ont été parmi les partis les plus en vue sur la scène politique avec en point de mire le respect des mesures-barrières de la pandémie. Le RHDP en tant que parti au pouvoir ne s'est pas désolidarisé des actions gouvernementales, mais parallèlement à celles-ci, les cadres du parti ont initié des actions visant à assurer la visibilité du parti. Les livraisons de kits de protections contre le coronavirus et de biens matériels aux populations illustrent la présence stratégique sur le terrain politique. Quant au PDCI-RDA, l'occupation de l'espace politico-médiatique s'est nourrie par une forme de riposte. Ce sont notamment des réunions politiques restreintes et des conférences de presse qui ont jalonné le vécu du parti dans le contexte pandémique. Ces différents constats révèlent qu'au lieu de freiner l'activité politique du RHDP et du PDCI-RDA, la pandémie de covid-19 semble plutôt avoir donné lieu à un réajustement des programmes politiques et à l'émergence de nouvelles postures politiques. La question qui servira de fil conducteur à cette étude est de ce fait la suivante : comment les stratégies politiques du RHDP et du PDCI-RDA ont-elles été ajustées à l'orée de la crise sanitaire dans le pays ?

Ainsi, la présente étude a pour objectif principal de cerner comment la pandémie de covid-19 a influencé l'activité politique du RHDP et du PDCI-RDA dans la période préélectorale de l'année 2020. De façon spécifique, il est question de déterminer les postures politiques endossées par le RHDP et le PDCI-RDA dans le cadre de la riposte contre la pandémie de COVID-19, d'analyser les positions stratégiques des deux partis sur l'opérationnalisation politique des échéances électorales dans le contexte pandémique, de suggérer un éclairage sur l'influence des contextes de crises sanitaires sur le jeu des acteurs politiques et de nourrir les débats sur la mise en place ou non d'une éthique encadrant l'implication des politiques dans la gestion des situations de sinistres sanitaires.

1. Méthodologie

L'étude recourt à la méthode qualitative parce qu'elle est à même de conduire à une compréhension des postures politiques du RHDP et du PDCI-RDA dans le

contexte de crise sanitaire. La collecte des données est soutenue par la technique de recherche documentaire et l'observation directe. La recherche documentaire s'est orientée sur les aspects théoriques et méthodologiques, la Constitution de la République de Côte d'Ivoire stipulant le processus et les fréquences électorales, les archives de la Commission Electorale Indépendante, les rapports d'activités de partis politiques, la presse écrite politique, les sites web des partis politiques et d'autres plateformes électroniques. L'exploitation des données documentaires a d'abord permis de cerner le cadre juridique des élections ivoiriennes, ensuite de s'informer sur l'activité politique du RHDP et du PDCI-RDA, enfin de tirer des constats sur l'occurrence des prises de décisions, les positions soutenues et les actions politiques réalisées durant les premiers mois de la pandémie de COVID-19 en Côte d'Ivoire. L'observation directe a, quant à elle, permis de s'imprégner de l'activité politique de terrain. Elle a été mobilisée lors de diverses activités orchestrées par le RHDP et le PDCI RDA au niveau des deux principales métropoles du pays, à savoir Abidjan et Bouaké. Elle nous a permis de capter les modes d'actions des acteurs politiques en ce qui concerne l'organisation d'activités de sensibilisation contre la COVID-19 et de remise de dons aux populations.

Le support théorique mobilisé comme moyen d'analyse est la théorie des jeux. La théorie des jeux se propose d'expliquer comment dans un contexte de compétition, chacun des « joueurs » détermine sa stratégie, ou devrait la déterminer, en fonction des « règles du jeu » et des informations dont il dispose (Eber, 2013). Elle émet le postulat selon lequel, dans le cadre d'une compétition, chaque acteur prend ses décisions en fonction des idées qu'il se fait des décisions des autres acteurs du jeu et de leurs conséquences. Dans le cadre de la présente réflexion, la théorie des jeux permet d'entrevoir chaque parti politique à l'étude comme un « joueur » développant des stratégies visant à prendre un avantage politico-médiatique, à conquérir plus de notoriété sur l'adversaire. En d'autres termes, la théorie des jeux cerne les postures et les rationalités politiques du RHDP et du PDCI-RDA et dans le contexte de la pandémie de COVID-19 en Côte d'Ivoire.

2. Résultats

2.1. COVID-19 et cristallisation des comportements politiques

La crise sanitaire a capté l'attention des partis politiques ivoiriens. C'est le cas du PDCI-RDA et du RHDP qui se sont massivement investis dans la promotion des mesures barrières.

2.1.1. Publicité de mesures barrières COVID-19 et citoyenneté politico-sanitaire

À l'orée de la pandémie de COVID-19 en Côte d'Ivoire, le gouvernement se référant aux prescriptions sanitaires de l'OMS¹, opte pour des mesures de freinage de la pandémie. Il s'agit des mesures de distanciation sociale, de la limitation des déplacements à travers l'isolement du District d'Abidjan, de l'instauration du port du cache-nez dans l'espace public, etc. Du jour au lendemain, les ivoiriens du fait de la pandémie sont enclins à de nouvelles manières de faire et de se tenir les uns vis-à-vis des autres par rapport à une distance sociale homologuée pour limiter la circulation et la propagation du virus. Or, les normes sanitaires édictées étant inédites dans le pays, les populations affichent des difficultés à se les approprier. Le port du cache-nez, par exemple, peine à être observé dans l'espace public. Dans la perspective d'inoculer les mesures barrières dans le mode de vie des populations, plusieurs acteurs, en l'occurrence les partis politiques, vont initier des campagnes de sensibilisation. Dans un contexte de cristallisation de l'opinion nationale sur la COVID-19, les états-majors des partis politiques, notamment ceux du RHDP et du PDCI-RDA s'érigent en porte-voix des mesures de lutte contre la pandémie. Parler des mesures de freinage de la COVID-19 s'est érigé en citoyenneté politico-sanitaire pour les deux partis en proie à une quête de visibilité dans le processus de l'année électorale 2020. La pandémie n'a donc pas stoppé l'activité politique du RHDP et du PDCI-RDA. Elle a plutôt provoqué de nouveaux cadres d'intervention et d'occupation politique de terrain. Les premières interventions de politiques ont été influencées par l'urgence sanitaire du moment

¹ La fermeture des frontières entre Etats, le confinement des populations, le port du cache-nez et la distanciation physique pour les populations non-confinées, ont constitué les recommandations de l'OMS à l'endroit des Etats membres début 2020 (OMS, 2020).

notamment en des stratégies de riposte contre la pandémie à travers la promotion des mesures barrières, colorées par des postures politiques.

2.1.2. Vie socio-politique au rythme des mesures barrières de la covid-19

Au cours du second trimestre de l'an 2020, le contexte de crise sanitaire avec son corollaire de bouleversement dans la structure sociale a pris le pas sur la situation d'avant-crise. Les interactions sociales modulées par la distanciation sociale renforcées par la fermeture des lieux de culte, des lieux de loisir et l'instauration d'un couvre-feu provoquent des changements dans les relations. La crise sanitaire donne lieu à une série de crises.

L'économie va être le premier secteur à empâter la crise sanitaire. En effet, certaines mesures de riposte, en l'occurrence, l'isolement de la capitale économique et la fermeture des espaces de loisir sur toute l'étendue du territoire vont plonger les secteurs du transport et du commerce dans la crise. La pandémie de covid-19 va ainsi donner lieu, selon l'expression circonstanciée à « la pandémie de la poche vide ».

Le domaine politique quant à lui, avec des acteurs portés sur la partition à jouer dans le contexte de crise, s'est trouvé bousculé par l'activité de conquête du pouvoir. En effet, il est de tradition dans les milieux politiques, en prélude aux rendez-vous électoraux de mobiliser les foules, de mettre en place un système de communication de terrain favorisant l'immersion des élites de la masse. Dans les restrictions découlant de la crise sanitaire, empêchant les mobilisations politiques de masse, il était désormais question pour le politique de repenser son approche du marché électoral. Alors que l'expertise médicale en provenance de l'OMS faisait état d'une pandémie partie pour durer, pour les partis politiques, il fallait s'adapter ou mourir politiquement. Les stratégies ainsi que les manœuvres exécutées jusque-là par les partis, notamment le RHDP et le PDCI-RDA, n'avaient jamais pris en compte des réalités sociopolitiques marquées par une pandémie handicapant tout le pays. D'où leur besoin de se réinventer, d'adopter des postures politiques ramenant aux fondamentaux de conquête du pouvoir, et ce malgré le contexte pandémique.

2.2. Postures politiques endossées dans le cadre de la riposte contre la COVID-19

2.2.1. RHDP dans une posture de "modérateur" de la vie politique nationale

Dès les premières semaines de l'apparition du coronavirus en Côte d'Ivoire, dans le sillage du discours du chef de l'État qui appelait les Ivoiriens à « l'union sacrée », le RHDP va exhorter les partis rivaux à une trêve de l'activité politique. En effet, force est de relever que la pandémie en Côte d'Ivoire a fait son apparition dans une période marquée par de vives tensions dans le paysage politique. Des dissensions autour de l'établissement des Cartes Nationales d'Identité (CNI) dont les opposants s'insurgeaient contre la non-gratuité, et des désaccords sur la composition de la CEI étaient les points virevoltants de l'actualité politique dans le pays. C'est dans un tel contexte de tension que certains cadres du parti vont tenter de calmer le jeu politique ou tout au moins d'en donner l'air. Ces propos du directeur exécutif du parti, Bictogo Adama, allaient dans ce sens :

« Je lance un appel à mes frères Georges Armand Ouégnin, Maurice Kakou Guikahué, Simone Gbagbo, Affi N'Guessan, (...) à observer une trêve politique pour qu'ensemble nous nous mettions contre cet adversaire qui nous décimera tous si nous ne nous unissons pas. L'heure est grave et cette situation est plus importante que ce qui nous divise ». Kouamé (2020).

Cet appel à l'endroit de l'opposition, en cas de succès, pouvait faire taire les dissensions dans l'arène politique en vue d'une gouvernance axée exclusivement sur la gestion de la COVID-19. Mais l'intérêt politique pour le RHDP résidait surtout dans le fait que, cet appel à la modération en cas de succès, engendrait un moratoire sur les revendications orchestrées par l'opposition bien avant l'avènement du virus dans le pays. Les appels de l'opposition à la non-reconnaissance de la CEI jugée « pro-RHDP » et les boycotts relatifs à la confection des CNI et à l'actualisation de la liste électorale, pouvaient connaître un gel en cas d'acceptation de la trêve politique. Aussi, d'un point de vue stratégique, même en cas de non-adhésion de l'opposition à cet appel, le RHDP pouvait-il y trouver des arguments pour discréditer une opposition refusant la modération. Que cet appel à la modération politique aboutisse ou non, le joueur que représentait le parti au pouvoir, mettait en difficulté les partis d'opposition, en

l'occurrence le PDCI-RDA. In fine, cette posture de modérateur du jeu politique endossée par le RHDP n'était pas dénuée de rationalités politiques. La posture de modérateur de la vie politique a constitué une manœuvre politique bien huilée. Quelle que fût la réaction du PDCI-RDA, le RHDP trouvait un certain avantage politique. L'acceptation de la trêve politique telle que souhaitée par le RHDP était synonyme d'un gel des critiques et revendications hostiles aux intérêts du parti. Un refus du PDCI-RDA offrait des arguments au RHDP pour dépeindre le rival comme un parti opposé à l'intérêt général dans le contexte de crise sanitaire et s'auto-présenter comme la seule formation politique soucieuse de l'intérêt collectif et de l'unité nationale conditionnés par les mesures de santé.

2.2.2. RHDP dans une posture de "bienfaiteur"

Au cours du second trimestre 2020, en plus des morts à son actif, la COVID-19 avait engendré un ralentissement de l'économie ivoirienne. Les mesures de restriction décrétées par le gouvernement à l'instar du couvre-feu, de l'isolement du grand Abidjan, et de la fermeture des restaurants, maquis et bars, même circonscrites dans le temps, ont porté un coup d'arrêt aux activités génératrices de revenus pour des populations encouragées à l'auto-employabilité. Ces populations, notamment celles vivant dans les grands centres urbains se sont retrouvées enclines à une situation économique désastreuse. Le RHDP dans ce contexte de précarité économique a été l'un des premiers partis politiques ivoiriens à s'investir dans les actions d'aides aux populations. Plusieurs opérations de dons pilotées par des cadres du parti ont été diligentées à l'endroit des populations. Faits remarquables, les dons du RHDP ne se sont pas limités qu'aux grands centres urbains. Plusieurs communes et localités rurales de l'intérieur du pays politiquement sélectionnées ont été visitées par les acteurs politiques. Ces dons étaient composés de biens matériels de deux ordres. Il s'est agi de kits de protection contre le coronavirus, à savoir des flacons de gel hydro-alcoolique, des sceaux munis de système d'arrivage d'eau et de cache-nez. Mais de façon plus importante, les dons concernaient des kits de subsistance alimentaire composés de denrées de grande consommation comme le riz, l'huile, les pâtes, etc.

Le RHDP dans le contexte pandémique a donc décidé d'afficher un visage de parti politique proche des populations, notamment celles en difficulté. Il faut noter qu'en cette année électorale que représentait l'année 2020, adopter une telle posture pouvait se révéler gratifiant en termes de séduction politique et de mobilisation de l'électorat. La pandémie de COVID-19 et ses effets néfastes sur les conditions de vie sanitaires et socioéconomiques offraient un contexte favorable à l'adoption d'une posture de bienfaiteur. Au regard de la forte visibilité de ses actions sociales, le RHDP se positionnait comme une organisation très impliquée dans l'aide aux populations et pouvait en espérer des retombées politiques.

2.2.3. Resserrement des rangs derrière un nouveau « capitaine politique » RHDP par l'entremise des actions contre la COVID-19

À la genèse de la pandémie en Côte d'Ivoire, à la mi-mars 2020, le RHDP était le seul parti sur le territoire national à avoir désigné un candidat pour le représenter aux présidentielles d'octobre 2020. Ce candidat en la personne de feu le Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly (AGC), dont la désignation par le président sortant avait créé des grognes au sein du parti, devait par l'entremise d'une stratégie bien affinée redorer son image. Dès les prémises de la crise sanitaire, la majorité des cadres du parti ayant acté la candidature de ce dernier, il était désormais question de positionner le candidat au-devant des actions orchestrées par le parti. Très rapidement, les biens offerts aux populations dans le cadre des actions sociales ont été étiquetés de la marque AGC. Même si le leader incontesté du RHDP demeurait Alassane Ouattara, AGC de par sa position de candidat incarnait l'avenir du parti, un maillon essentiel pour la conservation du pouvoir d'État. La posture adoptée dans cette configuration a été celle d'un resserrement des rangs derrière le candidat AGC. En plus des dons personnalisés, la promotion par le RHDP de certaines actions, comme « la mise en quarantaine » du Premier Ministre et candidat aux présidentielles suite à des suspicions de contamination au coronavirus, visait à lui accorder de la crédibilité en vantant un modèle politique dans le contexte de mesures barrières de COVID-19. La mise en avant du nouveau capitaine politique AGC dans le cadre des actions du

parti en contexte de COVID-19 s'inscrivait dans une stratégie de légitimation de ce dernier.

2.2.4. PDCI-RDA et posture de "rassembleur" de la classe politique

Le PDCI-RDA dès l'entame de la pandémie a voulu se positionner comme un parti fédérateur en appelant à l'unité d'action au sein de la classe politique pour une gestion collective de la crise. À première vue, cette posture du parti semble similaire à la posture de modérateur endossée par le RHDP, à l'exception que dans le fond, elle cache d'énormes divergences. Le parti au pouvoir prônait une trêve au niveau des revendications politiques, mais en maintenant la continuité des opérations du processus électoral comme la confection des CNI et l'enrôlement des électeurs. Le PDCI-RDA quant à lui, réclamait un arrêt de toutes les opérations en cours et une collaboration de toute la classe politique dans la gestion de la pandémie. L'idée véhiculée, c'était que le régime politique en place devrait associer des acteurs exogènes, notamment des cadres de l'opposition à la gestion de la pandémie. Le numéro deux du PDCI-RDA à cette période, Maurice Kakou Guikahué, sur ce point affirmait :

« Le ministre Alain Ekra est là, il est encore vivant. Le professeur Adjobi est lui aussi là et bien vivant. Moi-même, je suis encore là, je vis. Si les Ivoiriens voyaient Aka Aoulé nous convoquer, c'est vrai que ce ne sont pas nous qui allons agir, il a son équipe technique, mais s'il nous avait convoqués, les images auraient rassuré. La politique ce n'est pas l'animosité ». Koné (2020).

L'enchaînement des dons par le RHDP, et la mise en avant d'Amadou Gon Coulibaly, Premier Ministre candidat désigné, comme « leader » de la riposte contre la COVID-19, a davantage incité le PDCI-RDA à multiplier les appels à l'unité d'action. En effet, au sein du parti historique, les manœuvres du parti au pouvoir étaient perçues comme une sorte de « campagne électorale » avant l'heure. Ainsi, face à un RHDP s'impliquant activement dans des opérations de dons qui offraient des opportunités de rapprochement avec les populations, le PDCI-RDA lui a-t-il stratégiquement décidé de conduire son adversaire sur le terrain de la cohésion sociale. L'enjeu politique dans

cette démarche était double. De fait, au sein de l'opinion nationale et chez l'électorat plus particulièrement, cette insistance sur le besoin de collaboration lors de cette période de crise sanitaire pouvait susciter une vague de sympathie à l'endroit du parti pour le professionnalisme affiché, et dans la même lancée attiser les critiques contre l'approche individualiste du RHDP dans sa gestion en solo de la crise. L'appel à la collaboration de tous les acteurs politiques lancé par le PDCI-RDA s'est donc positionné comme le contrepied de la stratégie du parti rival au pouvoir. Cet appel visait à bousculer le RHDP dans sa démarche de gestion de la crise sanitaire.

2.2.5. *PDCI-RDA et posture de "moralisateur" ou "bienfaiteur silencieux"*

Dans la perspective de témoigner de sa proximité avec les populations, le PDCI-RDA à travers ses canaux de communication va revendiquer des actions de bienfaisance à l'endroit des personnes en difficultés du fait de la pandémie. En effet, en dépit des appels à une coalition des forces politiques pour juguler la pandémie, le terrain du social était dominé par le RHDP qui enchainait les actions sociales. Pour faire barrage au RHDP et marquer sa présence sur le terrain du social, le PDCI-RDA va lui aussi revendiquer un statut de « bienfaiteur ». L'idée était de mettre en avant un certain nombre d'actions sociales initiées par des personnalités issues de la formation politique. Dans l'optique de valoriser ses actions et de jeter le discrédit sur les actions sociales du RHDP, le PDCI-RDA va présenter ses actions sociales comme étant dépourvues de calculs politiques. Certains médias affiliés au parti ont qualifié ces actions de solidarité de « dons sans bruit » par opposition au RHDP qui offrait une large couverture médiatique à ses activités sociales. À la vérité, le rapport de force en termes de couverture médiatique était clairement en faveur du RHDP qui, en plus des médias d'État, voyait ses actions sociales relayées par plusieurs plateformes sur les réseaux sociaux. Cependant, côté PDCI-RDA, l'on tendait à présenter le déficit de visibilité du parti sur le terrain du social comme un choix délibéré. Le raisonnement qui sous-tendait cette posture était qu'en présentant ses donateurs comme des altruistes ayant agi à l'abri de toute couverture médiatique, les « dons PDCI-RDA » pourraient obtenir plus de valeur éthique auprès de l'opinion publique. In fine, l'on

relève que face à un RHDP qui dominait le terrain de l'aide aux populations dans le contexte pandémique, le PDCI-RDA s'est appuyé sur la faible visibilité de ses actions de solidarité pour revendiquer un statut de bienfaiteur désintéressé.

2.3. Positions politiques et processus électoral en contexte de COVID-19

2.3.1. PDCI-RDA et scepticisme sur le calendrier électoral

En Côte d'Ivoire, l'année 2020 a cristallisé toutes les attentions du fait de la tenue de l'élection présidentielle prévue pour la fin octobre. Mais, très vite, plusieurs voix dans le champ politique ivoirien vont convoquer l'argument de la crise sanitaire pour remettre en cause la faisabilité des élections aux délais prévus. L'une des voix les plus retentissantes sur cette question était celle du PDCI-RDA. Pour le parti, les opérations d'enrôlement pour la réalisation des CNI et l'opération de révision de la liste électorale pouvaient constituer des vecteurs de propagation du coronavirus. L'état-major du parti militait donc pour un report pur et simple de toutes les opérations électorales. Cependant, il convient de relever que les revendications du parti pour une renégociation des modalités du processus électoral avaient débuté bien avant l'apparition du virus en Côte d'Ivoire. Les arguments de la non-représentativité des partis d'opposition au sein de la CEI et du Conseil Constitutionnel jugés trop proche du RHDP, évoqués par le PDCI-RDA pour discréditer le processus électoral en cours, ont été remplacés par d'autres arguments reposant sur le risque de prolifération du coronavirus. La crise de COVID-19 a donc constitué un facteur de consolidation et de légitimation des points de vue du PDCI-RDA sur le processus électoral. L'argument du risque sanitaire a été intégré à la rhétorique visant à faire reculer le gouvernement, obtenir un report des élections ou éventuellement inciter les populations à boycotter le processus électoral en cas de maintien du calendrier initial.

2.3.2. RHDP et optimisme sur l'agenda électoral

Contrairement au PDCI-RDA, le RHDP affichait un certain optimisme concernant la faisabilité des élections selon l'agenda initial. Non seulement le parti soutenait le maintien des opérations en cours, mais il était aussi confiant quant au

respect de la date électorale du 31 octobre. L'argument brandit par le RHDP était qu'il fallait respecter le délai constitutionnel. En effet, la constitution ivoirienne du 8 novembre 2016, modifiée par la loi constitutionnelle N° 2020-348 du 19 mars 2020, stipule en son article 56 :

« Le président de la République est élu au scrutin majoritaire à deux tours. L'élection du Président de la République est acquise à la majorité absolue des suffrages exprimés. Le premier tour du scrutin a lieu le dernier samedi du mois d'octobre de la cinquième année du mandat du Président de la République en fonction (...) ». Constitution ivoirienne (2016).

C'est en s'appuyant sur cet article de la constitution que le RHDP rejetait le scepticisme du PDCI-RDA sur la capacité du pays à respecter l'agenda électorale. Au-delà de la posture de parti respectueux de la constitution, l'attitude du RHDP était liée à une évaluation des rapports de force politiques. Le parti au pouvoir se percevait comme détenteur d'une longueur d'avance sur ses principaux rivaux, en termes de préparation électorale. De fait, le parti dès fin 2019 avait marqué son approbation pour les principales modalités du processus électorale à venir. La nouvelle Commission Électorale dont la composition n'avait pas encore la totale approbation des partis d'opposition, avait déjà été approuvée par le parti. Il en était de même pour les opérations de confection des nouvelles cartes d'identité et d'enrôlement sur la liste électorale. La mobilisation des militants RHDP pour leur participation à ces différentes opérations était déjà enclenchée début 2020. En outre, avec la désignation d'un candidat début 2020 avant l'apparition de la pandémie de COVID-19 dans le pays, chose qu'aucun grand parti n'avait encore réalisé, le RHDP semblait en pole position en termes de préparation électorale. Ainsi, pour le parti, la pandémie de COVID-19 ne représentait pas un obstacle à la tenue des opérations électorales, en l'occurrence du scrutin du 31 octobre. Pour le parti, la pandémie de COVID-19 ne devait pas rebattre les cartes politiques et éventuellement annihiler le sentiment d'avance.

3. Discussions

L'analyse des informations collectées dans le cadre de cette étude s'est faite à partir de la théorie des jeux qui stipule que dans le cadre d'interactions à caractère de compétition, chaque acteur prend ses décisions par anticipation des actions des autres acteurs et de leurs conséquences. La théorie des jeux nous a permis dans la réalisation de l'étude d'analyser les postures du RHDP et du PDCI-RDA dans le contexte pandémique de la COVID-19 et surtout de comprendre les rationalités politiques sous-jacentes à ces postures.

Il ressort du traitement des informations que dès ses premiers mois en Côte d'Ivoire, la pandémie de COVID-19 a constitué un terrain sur lequel s'est transposé la compétition politique entre le RHDP et son principal rival en 2020, le PDCI-RDA. Leurs interventions relatives à la gestion de la crise sanitaire ont été ponctuées dans un premier temps, de part et d'autre, par des appels à « l'unité nationale ». Mais, à chaque fois, les modalités de ces appels à la modération politique ou à l'unité d'action n'ont pas convaincu dans le camp adverse. L'appel à la modération du RHDP étant perçu comme une stratégie pour étouffer les revendications politiques de l'opposition, et l'appel à l'unité d'action du PDCI-RDA étant perçu comme une stratégie de recherche de visibilité, ces différentes sollicitations n'ont pas eu d'échos favorables. Dans le paysage sociopolitique, le contexte pandémique a donc été jalonné par un « dialogue de sourds », chaque parti refusant de jouer selon les règles de jeu proposées par le rival. La situation créée par le coronavirus s'est donc érigée en nouvel enjeu de débat politique. Des chercheurs ont mené des analyses allant dans le sens de ces conclusions. De fait, même si la pandémie de COVID-19 est un phénomène sanitaire, il n'en demeure pas moins que ses conséquences sur les structures sociales, ainsi que la construction de la résilience des États, sont indéniablement de nature politique (Tournay, 2020). À l'instar de la Côte d'Ivoire, dans plusieurs régions du monde, la crise du coronavirus a ravivé des concurrences politiques et géostratégiques entre divers acteurs politiques (Bouhia, 2020). Les appels à la coopération internationale lancés par les institutions sanitaires pour endiguer la pandémie n'ont pas eu les effets escomptés. Des rivalités, notamment entre les grandes puissances comme les États Unies, la Chine ou encore l'Union Européenne, se sont plutôt accentuées dans le cadre de la riposte contre la pandémie (Moussavi, 2020).

La présente étude révèle également que le réaménagement des lignes stratégiques réalisé par les acteurs politiques à l'orée de la pandémie en Côte d'Ivoire, a donné lieu à une intensification de la présence de ces derniers sur le terrain du social. L'activité politique s'est de fait cristallisée autour des opérations de don. Ce mode d'action employé par le RHDP et critiqué par le PDCI-RDA a fini par être un terrain de compétition pour les deux partis. Dans la même lancée, Zina (2020) pense qu'en plein contexte COVID-19, les dons étaient au cœur des batailles électorales avant-date en Côte d'Ivoire. En effet, à l'approche des échéances électorales, le don de biens matériels dans la perspective d'un « contre-don » en termes de soutien électoral n'a pas été une stratégie négligée. Plus généralement, en contexte africain, notamment en Afrique subsaharienne, le don semble s'être érigé en une véritable institution de conditionnement politique sur le terrain politique. Cette pratique viserait la consolidation des liens d'affiliation entre l'électorat et ses donateurs politiques (Badou, 2003).

Aussi, il a été question d'analyser les différentes positions du PDCI-RDA et du RHDP concernant la faisabilité du scrutin présidentiel selon l'agenda constitutionnel, tout en s'attendant à déceler les rationalités politiques qui sous-tendaient ces positions. Sur ce point, l'étude a permis d'identifier des opinions contrastées du RHDP et du PDCI-RDA. Si le PDCI-RDA a milité pour la suspension du processus électoral et un report de l'élection en arguant le risque sanitaire, le RHDP quant à lui a insisté pour un respect du calendrier électoral déjà établi au regard de la Constitution. L'intérêt pour le PDCI-RDA était l'arrêt d'un cheminement électoral dans lequel, du fait des boycotts, le parti s'apparentait à un challenger en manque de préparation. L'intérêt pour le RHDP par contre était de maintenir un processus électoral dans lequel il semblait en pole position. En clair, dans le face à face qui les opposait dans cette période pré-électorale marquée par la crise sanitaire, les partis politiques n'ont pas perdu de vue l'enjeu électoral de cette fin de quinquennat. Ces résultats sont étayés par d'autres chercheurs. Les travaux de Sägerser et Faniel (2020) indiquent que dans le contexte pandémique de la COVID-19, les partis politiques se sont obstinément focalisés sur le jeu de conquête de pouvoir. Leurs analyses effectuées dans le contexte

belge révèlent qu'en 2020, les dissensions politiques autour de réformes institutionnelles ont masqué la crise sanitaire qui a frappé de plein fouet le pays. La crise sanitaire y a donc donné lieu à une crise politique. Dans le contexte ivoirien, le jeu politique orchestré par le PDCI-RDA et le RHDP a jalonné les heures chaudes de la pandémie dans le pays.

Conclusion

Dans le cadre de cette étude, notre objectif était de cerner l'influence de la pandémie de COVID-19 sur l'activité politique du PDCI-RDA et du RHDP dans la période pré-électorale de l'année 2020. L'analyse des données recueillies a permis de voir que les deux partis sont restés dans une dynamique de développement des manœuvres politiciennes. Les appels en faveur du rassemblement, ainsi que les opérations de don à l'endroit des populations ont émaillé l'activité politique de ces partis. Cependant, les analyses réalisées à la lumière de la théorie des jeux ont montré que les postures endossées par chaque camp dans le cadre de la riposte visaient à lui attribuer un avantage dans la compétition politique qui en cette année 2020 avait atteint un point culminant. Les doutes affichés par le PDCI-RDA, et à contrario les certitudes du RHDP au niveau de l'appréciation du processus électoral, n'ont été que l'expression de leurs rationalités politiques respectives.

Références bibliographiques

- BADOU Oladoun Agnès, 2003. « Partis politiques et stratégies électorales à Parakou ». *Arbeitspapiere/Working Papers* n°22. (En ligne), Consulté le 12/10/2020, <https://www.ifeas.uni-mainz.de/files/2019/07/Badou.pdf>
- [BOUHIA Hynd, 2020. « La pandémie Covid-19 a changé l'échiquier géostratégique mondial ». *Policy Brief*, Juin-2020, pp.20-54.](#)
- EBER, Nicolas, 2013. *Théorie des jeux*, 3^e édition, Dunod, paris
- IVOIRE-JURISTE, 2020. La Constitution Ivoirienne du 08 novembre 2016.
- KONE Modeste, 2020. "Crise du Coronavirus : ce que Guikahué reproche à Ouattara". *Pressecotedivoire* (En ligne), consulté le 10/09/2020, <http://pressecotedivoire.ci/article/5478-crise-du-coronavirus-ce-que-guikahue-reproche-a-ouattara>
- MOUSSAVI Fakhreh, 2020. « Le jeu de pouvoir sous l'impact du coronavirus ». *Association Internationale des Soldats de la Paix* (En ligne), consulté le 10/11/2020 <http://www.aisp.fr/publications/articles-scientifiques>
- ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ, 2020. Covid-19 - Chronologie de l'action de l'action de l'OMS. (En ligne), consulté le 10/09/2020 <https://www.who.int/fr/news/item/27-04-2020-who-timeline---covid-19>
- ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ, 2021. Rapport sur la riposte stratégique à la covid-19 dans la région africaine de l'OMS - Février-décembre 2020. OMS, Collections : Documents techniques.
- SÄGESSER Caroline et Faniel Jean, 2020. « La Belgique entre crise politique et crise sanitaire (mars-mai 2020) ». *Courrier hebdomadaire du GRISP*, 2020/2, n°2447, pp.5-46.
- TOURE Irafiala, 2019. « Parrainage des scrutins et élections locales 2012-2018 en Côte d'Ivoire : Esquisse d'une sociologie électorale en spirale » *Le Cailcedrat*, n°8, pp.99-117.

TOURNAY Virginie, 2020. « Le vote, un rituel politique modifié par la covid-19 ». *The conversation*. (En ligne), consulté le 14/11/2020 <https://theconversation.com/le-vote-un-rituel-politique-modifie-par-le-covid-19-133799>.

ZINA Ousmane, 2020. « Covid-19 en Côte d'Ivoire : les dons au cœur de la bataille électorale », *Politique africaine*. (En ligne), consulté le 15/11/2020 <https://polaf.hypotheses.org/6732>